

## **Ségolène Royal au Rassemblement National des élus socialistes et républicains le 18 mars 2007**

Chers amis, chers collègues, élus, merci tout d'abord à François, notre premier secrétaire, de nous avoir une fois de plus donné autant d'énergie, merci à lui de nous avoir rassemblés.

Je salue les partenaires des autres partis de gauche qui nous soutiennent, Jean-Pierre et Jean-Michel, merci de leur présence.

Tous les élus socialistes, républicains, citoyens, rassemblés à l'initiative de Dominique Strauss-Kahn et de Claudy Lebreton, merci à vous, pour les avoir, au cours des mois et des années qui viennent de s'écouler, animés et encouragés.

Merci à Marylise d'avoir animé cette journée, et à vous tous ici présents.

Oui, je suis heureuse de vous voir aussi nombreux et nombreuses en ce dimanche, vous les piliers de la République et les inventeurs au jour le jour de la Nation.

Notre rassemblement ici, à la Porte de Versailles, n'est pas une réunion publique comme les autres, ni un rendez-vous de plus, il a une valeur et une densité toute particulière, parce que vous êtes venus de tous les territoires qui forgent notre destin commun. Parce que souvent, vous avez fait un long chemin, et même un très long voyage si j'en juge par la présence de tant d'amis des Outre-Mer.

Parce que, à travers vous, je veux parler de la France et m'adresser aux Français, et à travers les 5 000 élus ici présents, c'est aux 500 000 élus sur tout le territoire national auxquels je pense à ce moment.

Merci du fond du cœur pour votre parrainage.

Plus de 4 000 signatures sont arrivées au Conseil constitutionnel.

Je sais ce que je vous dois. Je sais ce que je dois à mon parti, je sais ce que je dois aux militants.

Car si je suis ici devant vous, c'est d'abord parce que je suis une des vôtres, conseillère municipale, conseillère générale, parlementaire pendant quatre mandats successifs, présidente de la région Poitou-Charentes, reprise à un ancien Premier ministre.

Oui, je suis des vôtres, et je connais comme vous les grandeurs et les servitudes du mandat d'élu, la noblesse aussi de cet engagement, ce qui fait qu'au jour le jour, nous sommes confrontés aux difficultés, aux souffrances, aux précarités, aux injustices, mais c'est ce qui fait aussi qu'au jour le jour, nous nous battons pour que la France aille mieux.

Je ne suis pas candidate pour reconduire le désordre des choses, mais au contraire, pour bâtir une France juste et forte.

Je ne suis liée à aucun groupe de pression, à aucun pouvoir d'argent.

Le pacte présidentiel, il a pour objectif de faire ce que vous faites tous les jours sur vos territoires, c'est-à-dire de répondre aux urgences d'abord de la vie quotidienne des Français et des Françaises, mais c'est aussi de préparer le pays aux défis du futur. C'est la mission que vous vous donnez, c'est la mission que je me donne, et c'est sur la victoire sur ces bases que nous devons conquérir et gagner ensemble.

Vous qui êtes des élus du suffrage universel, vous qui consacrez votre vie au bien public, vous savez que c'est le désintéressement qui fait les grands desseins, c'est-à-dire à la fois les grands projets et les grands progrès.

Ce dévouement et ce désir de changement que vous mobilisez dans vos communes, dans vos cantons, dans vos régions, dans vos départements, dans vos villes, dans vos circonscriptions, je les veux pour la France. C'est la beauté de l'engagement politique, c'est la noblesse du combat collectif et c'est le sens de notre combat commun. Et je le ressens au fond de moi chaque jour un peu plus, c'est bien ce qu'attendent les citoyens.

Je voudrais même vous dire que la réponse aux tumultes de la mondialisation, qui nous inquiètent tant, c'est le raccrochement aux territoires, ce sont les racines solides, celles qui permettent de se lever et de se tourner sans peur vers les autres et vers le vaste monde. Je veux réconcilier le local et le global, et ce sera tout le sens des réformes institutionnelles efficaces, et c'est tout l'objectif de la République nouvelle que j'appelle de mes vœux et qui est portée par le pacte présidentiel, cette République nouvelle dont vous êtes les acteurs à l'avant-garde, cette République nouvelle, nous la réussirons, et lorsque nous l'aurons réussie grâce au vote des Français dans un référendum populaire, institutionnel, fondateur de notre République, ancrée sur ses traditions mais en même temps tournée vers le futur, ancrée sur ses territoires, farouchement accrochée à ses identités et à ses diversités, et en même temps ayant la capacité d'inventer la France qui se relève, alors oui, ce sera notre 6<sup>e</sup> République, et c'est à celle-là que je vous invite, et c'est celle-ci que nous construirons ensemble.

Cette 6<sup>e</sup> République, elle est prête. Elle s'appuie sur votre travail.

Ce travail qui a été animé par nos présidents de groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel. Elle s'appuie, vous y avez tous contribué, elle va s'appuyer sur quatre piliers nouveaux.

D'abord une démocratie parlementaire revivifiée qui va mettre fin au cumul des mandats.

Ensuite, une démocratie sociale, qui va faire faire à la France un bond dans le futur, en modernisant le dialogue social, en faisant en sorte que les organisations de salariés soient enfin respectées dans notre pays et contribuent au nouveau pacte que je veux nouer avec les entreprises pour prouver que l'on peut concilier la solidarité, les sécurités au travail, la valeur du travail, mais aussi l'efficacité économique et la conquête de ce qu'il y a de mieux dans la mondialisation.

Le troisième pilier, c'est la démocratie participative, celle que vous pratiquez tous les jours. Et c'est bien parce que depuis des années, je suis une élue locale que j'ai compris comme vous que la France a changé, que le monde a bougé, et donc que la politique doit changer en s'appuyant sur l'intelligence des gens, sur leur volonté de participer aux décisions qui les concernent, parce qu'ils sont les meilleurs experts de ce qu'ils vivent, de ce qu'ils sentent, de

ce qu'ils attendent, de ce qu'ils espèrent, non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour la génération qui se lève, afin qu'à son tour, cette génération qui se lève puisse espérer un meilleur avenir et transmettre à la génération suivante aussi le goût du risque, celui d'entreprendre, mais la ferme conviction que c'est en prenant le goût du risque, qu'en arrivant à conquérir le goût d'entreprise que nous pourrons au mieux le faire si nous assurons les solidarités de base, le maintien des services publics sur tout le territoire, l'accès à la santé.

C'est cela que nous ont dit tous les Français dans les réunions participatives qui m'ont aidée à construire avec vous le pacte présidentiel avec lequel nous nous battons aujourd'hui pour nous acheminer vers la victoire.

Le quatrième pilier de la 6e République, c'est la démocratie territoriale.

Oui, nous allons accomplir une nouvelle étape, reprendre le flambeau de Pierre Mauroy, mais pas dans une décentralisation ratée et confuse, à tel point confuse comme la droite la fait que le mot même de décentralisation a perdu tout son sens et toute sa valeur. C'est pourquoi nous mettrons en place une loi sur les intelligences territoriales au sens large, ce que j'appelle la régionalisation, non pas au sens de régions administratives, mais au sens de régions territoriales, et je le ferai parce que je crois que c'est là que se trouve le véritable cœur de la réforme de l'État. Nos concitoyens attendent que nous dépensions avec sagesse les fonds publics. Ils connaissent l'état de déficit dans lequel la droite laisse la France. Ils savent que ce sera difficile. Ils attendent donc de nous des dépenses publiques mieux organisées, un euro dépensé : un euro utile.

Ils attendent une clarification dans la répartition des compétences. Je veux faire confiance aux territoires, aux communes, aux départements, aux régions, aux agglomérations, aux communautés de communes. Chacun aura sa tâche à accomplir.

Nous mettrons fin aux superpositions, aux doublons, à toutes les formes de gaspillage. Il faudra de la discipline et de la rigueur pour cela.

Je connais les difficultés. Je sais comment, dans ces financements croisés, dans cette complexité territoriale, chacun cherche à se mêler de tout, dans une sorte de confusion dans laquelle personne ne se reconnaît. Les citoyens ne veulent plus de cela.

C'est ce qui permet à certains candidats de proposer de supprimer les départements. Non, je ne supprimerai aucun échelon. En revanche, parce que cela conduirait à une forme de pagaille administrative et nous perdriions des mois de temps utile pour faire les réformes efficaces et rapides, non, mais en contrepartie, chaque collectivité territoriale, dans une réforme fiscale, recevra les moyens justes d'exercer ses responsabilités sans être obligée de se livrer à une fuite en avant vers les hausses fiscales. Il y aura de la justice dans la répartition des ressources fiscales et il y aura de la justice dans la péréquation entre les territoires, pour que les citoyens puissent comprendre comment l'on peut concilier les identités et les intelligences territoriales avec la certitude que les conditions de la réussite scolaire, de l'accès à l'emploi, de l'accès à la santé, de l'accès aux services publics soient équitablement garanties sur l'ensemble des territoires, car il n'y a pas d'incompatibilité, au contraire, entre un État fort, assumé et assuré de ses responsabilités, garant du lien social à l'échelon national, et des collectivités territoriales et des élus qui assument toutes leurs initiatives, tous leurs talents, tout leur pouvoir d'action parce qu'ils savent qu'ils pourront s'appuyer sur cet État fort qui leur garantira l'égalité de développement sur le territoire, où qu'ils se trouvent, quelles que soient

les conditions initiales, et surtout en donnant davantage aux territoires qui en ont le plus besoin.

C'est donc à une tâche immense à laquelle je vous appelle. C'est vous, si les Français en décident ainsi, qui serez au premier rang de l'application du pacte présidentiel que je vous propose, appuyé sur ses sept piliers, ses sept priorités que sont la valeur travail, la lutte contre la vie chère, la confiance retrouvée, l'excellence environnementale, la lutte contre toutes les formes de violence, le fait que la France revienne à la table de l'Europe et le fait que la France retrouve sa place dans le monde et son message universel tant attendu.

C'est vous qui aurez cette tâche, et il nous faudrait un nouveau pays pour dire les nouveaux Hussards de la République que vous êtes aux côtés des enseignants, oui, c'est vous qui allez être au premier rang, et je compte sur vous, non seulement pour conquérir la victoire, mais après pour la transformer dans ce pacte présidentiel qui permettra à une France neuve de se relever.

Nous écrivons aujourd'hui ensemble une belle page de l'histoire de France. Un nouvel espoir s'est levé à gauche, comme une vague en formation qui ne demande qu'à grandir. La volonté et le courage permettront d'aller chercher toutes celles et tous ceux qui pensent ne compter pour rien et qui ne savent plus de quoi demain sera fait.

Nous sommes en train de tracer ce chemin, de construire ce renouveau, nous accélérons aujourd'hui le mouvement de ce nouvel élan partagé. Je vous demande aujourd'hui encore de vous tourner, à 35 jours du premier tour de l'élection présidentielle, de vous tourner résolument vers les Français, de nouer avec eux un nouveau dialogue pour que chacun se sente pris en considération et revienne vers les urnes, pour redresser la France, la retirer vers le haut, pour mettre fin à cet insupportable vécu du déclin et du pessimisme. Oui, chacun doit être appelé à se remettre en marche. Aucun talent ne doit être gaspillé, aucune chance oubliée, aucune bonne volonté écartée.

Ce que je veux déclencher dans cette dernière ligne droite de la campagne, c'est un sursaut collectif, un élan à la dimension de l'espoir qui se lève, un dépassement de soi et de chacun. Oui, il s'agit de transformer l'espoir en dépassement, en donnant du bonheur, et parfois même de la ferveur, comme on le voit parmi ces milliers de gens qui viennent dans des salles pleines à craquer parce qu'ils veulent incarner ce mouvement vers le haut qui nous conduira vers la victoire.

C'est vous, élus, militants, c'est vous les élus qui avez accéléré ce mouvement en mobilisant autour de vous. C'est vous qui avez été aussi poussés par les citoyens autour de vous, par le peuple qui est déjà en marche. C'est vous qui êtes en train de donner à toutes celles et à tous ceux qui veulent une nouvelle histoire la force d'y croire.

En m'apportant vos parrainages comme vous l'avez fait, cela me donne l'immense responsabilité de ne pas décevoir toutes celles et tous ceux qui espèrent.

L'élection présidentielle va à l'essentiel, la possibilité pour chacun de choisir son destin et de le maîtriser dans les turbulences du monde d'aujourd'hui.

Oui, la France peut reprendre la main. Oui, elle peut croire suffisamment en elle, renouer avec le meilleur de son histoire, se projeter à nouveau dans l'avenir pour construire un destin

commun, car les questions que se posent les Français, nous les connaissons : la pauvreté et la précarité sont-elles une fatalité ? Non.

Ces risques inédits, ces inégalités qui se creusent, ces fragilités qui déstabilisent même ceux qui se croyaient à l'abri, est-ce là le visage inéluctable de la modernité ? Assurément pas.

Ces jeunes qui désespèrent de pouvoir vivre un jour de leur travail, ces salariés qu'on pousse vers la sortie bien avant l'âge de la retraite, ces familles qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts, à se loger correctement, ces petits retraités qui ont la hantise de ne plus pouvoir se faire soigner et de ne plus pouvoir transmettre à leurs enfants et à leurs petits-enfants les valeurs auxquelles ils tiennent, ces familles qui s'endettent pour faire face aux dépenses courantes, est-ce cela la condition promise aux millions d'ouvriers, d'employés, de salariés, d'artisans, de commerçants, de petits agriculteurs, de retraités, qui forment l'immense majorité du peuple français ? Je ne le crois pas et je ne le veux plus, et vous non plus, vous ne le voulez plus.

Si les problèmes qui se posent ne sont ni de droite ni de gauche, il y a bien des façons de gauche d'y répondre.

Être à gauche, c'est garder au cœur une révolte intacte ; être à gauche, c'est mettre le progrès social au cœur de toutes les décisions politiques, le progrès social pour tous et le respect pour chacun ; être à gauche, c'est l'éducation au cœur de tout, encore l'éducation, toujours l'éducation. L'éducation qui, avec la formation et les qualifications et la culture, c'est-à-dire l'investissement dans l'humain nous permettra de combattre le chômage et d'affronter le vaste monde.

Je veux non seulement incarner ce changement mais le construire avec vous. La politique doit partir, comme vous le faites tous les jours sur vos territoires, la politique doit partir de la réalité de la vie des gens, être attentive aux leçons que le peuple donne, comprendre que le citoyen est le mieux placé pour faire le diagnostic de ce qu'il vit et pour dire au nom de quelles valeurs nous devons agir.

La France doit donner à chacun les moyens de prendre effectivement son existence en main. Voilà pourquoi les libertés individuelles appellent des solidarités et des garanties collectives à construire. N'ayons pas peur, puisons ces idées neuves, comme nous l'avons fait, dans la vie quotidienne du peuple français, dans ses souffrances, dans ses difficultés, mais aussi dans ses talents et dans ses formidables réussites.

Oui, avec vous, la France doit saisir toutes ses chances et se redresser, et nous savons bien, nous ici, qu'elle mérite beaucoup mieux que ce qu'elle a. Je veux lui donner, à la France, cette fierté sans prétentions inutiles qui l'aidera à rassembler ses forces et à écrire avec tous, tous les siens, une nouvelle page de son histoire.

La France, je la vois comme vous, au contact des territoires, créative, innovante, mais bridée de trop de lourdeurs et de méfiances, fragilisée par un État qui se désengage et qui devra, demain, j'en fais le serment, assumer toutes ses responsabilités dans le cadre d'une autorité juste. Je la sens, cette France, souvent en avance sur ceux qui la gouvernent et qui se plaignent injustement de son immobilisme.

Les Français, je le crois, sont prêts aux réformes, mais ils ne veulent pas consentir aux décisions qu'on leur impose sans les y associer. Ils ne sont pas partants pour des efforts qui

pèsent toujours sur les mêmes.

Conduire une politique efficace et juste, c'est apporter la garantie permanente, au jour le jour, du recul des inégalités, des précarités et des insécurités, parce que c'est aussi comme cela que le pays sera plus fort dans la compétition internationale.

On nous répète que le pouvoir échappe à la Nation, que la volonté politique peut de moins en moins, que ce n'est plus l'État providence mais l'État minimal, faiblement protecteur, qui serait dans le sens de l'histoire. Je crois, moi, tout le contraire. Je crois que la politique doit prouver jour après jour son efficacité, et c'est pourquoi je vous propose une autre façon de gouverner, qui repère les vrais problèmes, qui apporte des solutions concrètes, qui dit au nom de quelles valeurs nous agissons et qui transfère vers vous les responsabilités opérationnelles pour répondre au plus vite aux attentes de nos concitoyens.

On nous a raconté aussi que la mondialisation avait disqualifié la Nation, et que l'aspiration croissante à l'autonomie individuelle, à la fuite vers le chacun pour soi se ferait forcément au détriment du collectif. Je crois, moi, tout le contraire. Ce sont les solidarités collectives qui nous rendront plus forts. La Nation n'est pas le monopole de la droite, et encore moins de l'extrême-droite. La Nation, elle tient debout parce que les solidarités sont là, parce que la lutte contre les injustices est là, et parce que nous saurons nouer avec les Français ce pacte social qui nous fera tenir debout ensemble, avec nos différences, avec nos talents, mais aussi avec notre volonté collective d'aller de l'avant dans une nation rassemblée et fière d'elle-même. Oui, ma conviction est là. C'est en restant fidèles aux valeurs de justice, de solidarité et de laïcité que nous pourrons résister le plus efficacement aux vents mauvais d'un libéralisme sans foi ni loi, des communautarismes de toutes sortes, et que nous réussirons à saisir ensemble les opportunités d'une mondialisation qui porte en ses flancs le pire et le meilleur. Le meilleur si elle réussit notamment à réduire les inégalités entre les pays du Nord et les pays du Sud, selon que nous saurons en faire.

Eh bien moi, je veux pour la France que ce soit le meilleur qui l'emporte !

Imaginer la France, c'est la tâche nouvelle que je vous propose. Car ne lui renvoyer que l'image de son déclin et la sommer sans cesse de renoncer à son exception, à son modèle, de lui dire qu'il faut qu'elle se banalise pour s'en sortir, et de s'aligner sur les pays où, paraît-il, le marché sans entraves pourvoierait au bonheur de tous, tout cela, c'est rendre un bien mauvais service à la France, et c'est attiser l'exaspération des Français. C'est à cette façon de faire qu'il faut mettre fin. Je crois qu'il y a beaucoup à corriger dans le fonctionnement de nos systèmes de solidarité, mais pas pour les amoindrir, pour les rendre plus efficaces.

Je crois que nous devons imaginer l'ambition d'une France économiquement dynamique et socialement plus solidaire, car l'un ne va pas sans l'autre.

Oui, imaginer la France, c'est à cela que je vous invite, car elle s'est beaucoup transformée, diversifiée et colorée, sans encore admettre totalement ce qu'elle est devenue. Nous devons en tirer parti et fierté. La France doit enfin reconnaître comme ses enfants légitimes tous ces jeunes dont les familles sont venues d'ailleurs et qui sont aujourd'hui des Français à part entière, quoique toujours exposés aux discriminations.

Et la lutte pour l'identité des territoires ruraux qui font souvent moins de bruit et qui pourtant n'en subissent pas moins de souffrance, cette lutte là fait partie aussi de la reconnaissance de

la diversité de la France, et je ratifierai la charte des langues régionales, parce que cela fait partie de nos diversités, et c'est cette France diverse, colorée, multiple, rassemblée dans le potentiel de tous ses talents que nous réussirons à réunir, en refusant d'opposer les uns aux autres et de se sentir menacés par les uns ou par les autres. Non, c'est la diversité qui nous rend forts, c'est la diversité qui fait notre unité, c'est la fidélité à nos valeurs et à nos territoires qui nous permet d'avancer en étant bien au clair sur ce qui nous rassemble et en étant plus forts pour regarder vers les autres, car c'est en relâchant ou en atténuant nos racines que souvent cela nous pousse à nous replier sur les individualismes, celles qui détruisent le collectif ou à avoir peur du vaste monde et de la mondialisation.

Nous devons réunir cela, je l'ai dit tout à l'heure : le local, la fierté de nos liens sur le territoire et sur nos cultures diversifiées, et le global parce que nous regarderons tous ensemble, avec notre force commune, la meilleure façon de réduire les écarts entre les pays riches et les pays pauvres.

Et nous savons bien, nous la France, que si nous réussissons à nouer des liens avec l'autre rive de la Méditerranée, et en particulier vers l'Afrique, nous savons bien que c'est comme cela que nous serons plus forts ensemble, et que le message universel de la France sera à nouveau compris, entendu, respecté et porté.

Chaque maire rural, là où il se trouve, lorsqu'il noue un jumelage avec un autre village d'un pays plus pauvre que le nôtre, il construit un ordre mondial plus juste, et je compte aussi sur vous pour cela, car nous réformerons en profondeur les aides au développement, et je demanderai aux communes, aux départements, aux régions de nouer des partenariats de proximité, des circuits courts, et vous en aurez les moyens, parce que je crois que c'est le moyen le plus efficace de lutter contre toutes les formes de gaspillage, et de détournements de fonds publics, contournant des régimes corrompus qui font que l'argent public ne va pas directement aux populations qui en ont le plus besoin. Je compte sur vous pour réussir cet ordre mondial plus juste, sans lequel nous n'avons pas de destin commun.

Ce n'est jamais quand elle oublie ses valeurs, mais bien quand elle les prend au mot et qu'elle reste fidèle à elle-même, que la France peut aussi, au-delà de ses frontières, parler de l'Europe et à l'Europe, parler du monde et au monde, car la Nation, pour la gauche, est indissociable d'une perspective plus large.

Nous sommes de ce pays, la France, qui vota la liberté du monde, où l'on fit une constitution en pensant à l'univers entier. C'est donc en donnant au peuple l'exemple et le signal de la justice et de l'humanité que la France se ressemble et se rassemble.

Regardons l'histoire : c'est toujours quand le peuple s'empare de son destin que la France avance et bâtit un nouvel avenir.

Aujourd'hui, nous le sentons, je sens que le peuple français s'y est mis, et que ce mouvement va se lever.

Nous sommes portés par un mouvement populaire, généreux, heureux, qui sent que nous sommes portés par une cause plus grande que nous.

A travers vous, je lance aujourd'hui un appel à tous les Français, hommes et femmes de notre pays : rassemblons-nous, mobilisons-nous, aidons-nous les uns les autres à servir la France.

Imaginons ensemble une France qui aura le courage d'affronter les mutations sans renoncer à son idéal de liberté, d'égalité et de fraternité.

Pour un ordre juste et contre tous les désordres injustes qui frappent les plus faibles, pour des énergies positives qui rassemblent et des libertés nouvelles à inventer, mettons-nous encore plus fortement en mouvement. Je vais continuer avec vous, comme je l'ai fait maintenant depuis plusieurs mois, et encore quelques semaines, avec la force de nos convictions et pour unir toute la gauche dans sa diversité et pour rassembler une majorité de Français dans un même désir d'avenir et de changement profond. La campagne sera victorieuse si nous le méritons.

Vous connaissez mon attachement à ces valeurs sur lesquelles je viens d'insister. La campagne sera victorieuse si nous y travaillons jusqu'au bout, avec l'exigence d'écoute, des réformes précises et crédibles que vous avez entre les mains et que vous avez bâties avec moi dans ce pacte présidentiel, c'est pourquoi je parle de pacte, et non pas de programme et de projet, parce que ce pacte, il m'engage, je donne ma parole pour le réaliser, mais il vous engage aussi puisque vous y avez participé et vous m'avez aidée à le construire, et il engage tous les Français, parce que la France se relèvera en étant en appui sur leur énergie et sur leur volonté d'aller de l'avant, et sur la conviction de la parole politique sera tenue, et que c'est grâce à eux que la France pourra changer et continuer à aller de l'avant et préparer un meilleur futur à la génération qui se lève.

Alors, c'est sur cela que je compte.

Les réponses que nous apportons aux inquiétudes des catégories populaires, et en particulier la lutte contre toutes les formes d'insécurité et de violences dont souffrent d'abord les plus exposés, et qui attendent de nous que nous accomplissions notre tâche et que l'État fonctionne enfin correctement.

Vous m'avez, au cours de ces déplacements, de ces milliers de réunions sur vos territoires, et qui vont désormais s'accélérer, vous m'avez, par votre présence et parce que vous avez mobilisé dans les salles des milliers et des milliers de citoyens, nombreux sont ceux encore parmi eux qui hésitent, qui doutent, qui attendent, qui espèrent, qui comparent. C'est donc un moment précieux qui va se dérouler, un moment intense, un moment fait de plein d'intelligence, nous devons être à la hauteur de l'intelligence des électeurs qui veulent que cette élection serve à quelque chose, qui veulent comprendre, qui ne veulent pas se faire avoir, qui veulent que leur voix soit méritée.

C'est à nous, c'est à moi de mériter avec vous chaque voix qui va venir dans l'urne et qui va dire : nous voulons une autre France, nous voulons une France neuve, nous voulons une France qui se relève et qui aille de l'avant.

Oui, vous m'avez donné toute cette force, et je vous demande de continuer à me la donner, parce que je veux mettre cette force au service de notre idéal commun pour faire gagner la France.

A nous de mettre la vérité en bataille. Des millions de Français attendent que l'on mette fin à ces politiques de rupture, de fracture, d'insécurité, de précarité.

Alors je vous le demande : tournons-nous vers eux, donnons-leur confiance, méritons-les, oui, mettons la vérité en bataille pour faire gagner la France.

Vive la République, vive la France !